

*Le Président*N° 1 1 4 7^{PR}

Papeete, le 23 FEV. 2011

Monsieur le Président de la République,

Depuis plusieurs années, la République française s'est engagée dans l'évaluation des conséquences des essais nucléaires, tant sur les sites de Mururoa et Fangataufa, que sur les éventuels dommages collatéraux causés aux populations et aux biotopes de Polynésie française. Je sais que vous avez pris la juste mesure de la contribution de la Polynésie française à l'élaboration du dispositif de dissuasion nucléaire français et je me souviens de vos engagements pris en faveur de la prévention des risques majeurs, des populations et de l'environnement.

Pour toutes ces raisons, je ne doute pas que vous ne preniez la mesure de l'émotion provoquée chez nos compatriotes par les déclarations faites, lors de sa dernière visite en Polynésie française par monsieur Marcel Jurien de la gravière, délégué à la sécurité nucléaire. Il a révélé, en effet le risque d'effondrement d'une partie de l'atoll de Mururoa qui engendrerait, selon lui, des vagues de 10 à 20 mètres et provoquerait une contamination de la population de l'atoll de Tureia, à hauteur de 300 fois la dose moyenne admise en France métropolitaine.

Il convient d'insister sur les risques majeurs en termes de retombées radioactives qu'entraînerait une telle catastrophe pour la Polynésie française et les îles du Pacifique sud. Ne doutons pas que de tels propos, tenus en métropole, auraient soulevé une tempête d'indignation. De surcroît, les différents partis politiques, organisations de santé publique, mouvements écologiques et médias nationaux et internationaux auraient maintenu la pression jusqu'à ce que le gouvernement s'engage à prendre les mesures préventives nécessaires.

Pourtant, si pour l'instant la société polynésienne réagit avec retenue, je dois vous indiquer que le gouvernement que je conduis et l'ensemble des responsables politiques n'ont pu que manifester leur inquiétude face à ces déclarations, peu rassurantes pour la population. Nous sommes d'autant plus affectés que nous n'avons pas été averti de la réévaluation des risques encourus par les habitants de Tureia.

Face à la montée de l'inquiétude, de la peur et de la colère des citoyens qui s'expriment de plus en plus sévèrement et bruyamment, devant ce manque répété d'égards et de considération de la population polynésienne, je sollicite la constitution en urgence d'une mission d'étude composée de spécialistes compétents et objectifs. Nous souhaiterions que cette mission puisse rapidement se rendre sur site, afin de pouvoir évaluer les risques et, le cas échéant, proposer des solutions.

Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75800 Paris

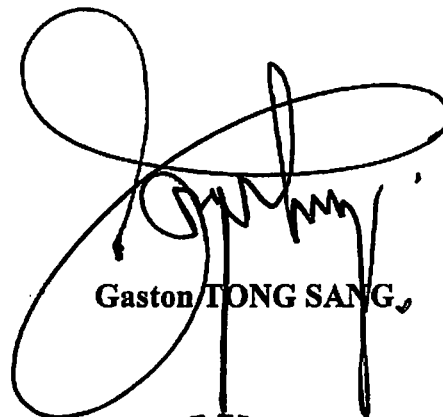
Sur ce point, précisément, nous appelons de nos vœux, la mise en place d'Etats généraux du nucléaire, qui auraient la charge d'élaborer un plan de prévention et de communication auprès des populations.

En ma qualité de responsable politique, je me dois de vous préciser que certains protagonistes tentent d'exploiter l'émotion suscitée pour ternir l'image de la France et inciter au séparatisme. Si un risque de cette nature devait un jour survenir, nul ne doute des réactions en chaîne qui seraient générées dans toute la Polynésie. A défaut de prévenir notre pays d'une catastrophe naturelle, la mise en place, par anticipation, d'un réseau de surveillance et d'alerte performant et, si besoin est, d'un système de protection passif sous la forme d'une digue anti-tsunami par exemple, devraient permettre une sécurisation sans faille des risques humains.

Je m'en remets à vous, Monsieur le Président, pour prendre les mesures adaptées aux enjeux, dans les délais les plus brefs, afin de rassurer nos compatriotes de Polynésie française.

J'en appelle à votre soutien et je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération.

*Cordialement
Notre.*



Gaston TONG SANG,

Copies : M François FILLON
Premier ministre
57, rue Varenne - 75500 Paris
Fax.01 45 44 15 72

M Alain JUPPE
Ministre de la Défense et des Anciens Combattants
14, rue Saint-Dominique - 75007 Paris
Fax. 01 45 55 85 84 ou 01 45 55 82 31

Mme Marie-Luce PENCHARD
Ministre auprès du ministre de l'intérieur, de l'Outre-mer,
des Collectivités territoriales et de l'immigration,
chargée de l'Outre-Mer
27, rue Oudinot - 75358 Paris 07 SP
Fax : 01 47 83 90 35 - 01 47 42 24 65 ou 01 42 92 82 95

M. Richard DIDIER
Haut-commissaire de la République en Polynésie française
Fax. 46 85 09



*Le Président*N^o
F
T 1147 /PR

Papeete, le

23 FEV. 2011

Monsieur le Président de la République,

Depuis plusieurs années, la République française s'est engagée dans l'évaluation des conséquences des essais nucléaires, tant sur les sites de Mururoa et Fangataufa, que sur les éventuels dommages collatéraux causés aux populations et aux biotopes de Polynésie française. Je sais que vous avez pris la juste mesure de la contribution de la Polynésie française à l'élaboration du dispositif de dissuasion nucléaire français et je me souviens de vos engagements pris en faveur de la prévention des risques majeurs, des populations et de l'environnement.

Pour toutes ces raisons, je ne doute pas que vous ne preniez la mesure de l'émotion provoquée chez nos compatriotes par les déclarations faites, lors de sa dernière visite en Polynésie française par monsieur Marcel Jurien de la gravière, délégué à la sécurité nucléaire. Il a révélé, en effet le risque d'effondrement d'une partie de l'atoll de Mururoa qui engendrerait, selon lui, des vagues de 10 à 20 mètres et provoquerait une contamination de la population de l'atoll de Tureia, à hauteur de 300 fois la dose moyenne admise en France métropolitaine.

Il convient d'insister sur les risques majeurs en termes de retombées radioactives qu'entraînerait une telle catastrophe pour la Polynésie française et les îles du Pacifique sud. Ne doutons pas que de tels propos, tenus en métropole, auraient soulevé une tempête d'indignation. De surcroît, les différents partis politiques, organisations de santé publique, mouvements écologiques et médias nationaux et internationaux auraient maintenu la pression jusqu'à ce que le gouvernement s'engage à prendre les mesures préventives nécessaires.

Pourtant, si pour l'instant la société polynésienne réagit avec retenue, je dois vous indiquer que le gouvernement que je conduis et l'ensemble des responsables politiques n'ont pu que manifester leur inquiétude face à ces déclarations, peu rassurantes pour la population. Nous sommes d'autant plus affectés que nous n'avons pas été averti de la réévaluation des risques encourus par les habitants de Tureia.

Face à la montée de l'inquiétude, de la peur et de la colère des citoyens qui s'expriment de plus en plus sévèrement et bruyamment, devant ce manque répété d'égards et de considération de la population polynésienne, je sollicite la constitution en urgence d'une mission d'étude composée de spécialistes compétents et objectifs. Nous souhaiterions que cette mission puisse rapidement se rendre sur site, afin de pouvoir évaluer les risques et, le cas échéant, proposer des solutions.

Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75800 Paris

Sur ce point, précisément, nous appelons de nos vœux, la mise en place d'Etats généraux du nucléaire, qui auraient la charge d'élaborer un plan de prévention et de communication auprès des populations.

En ma qualité de responsable politique, je me dois de vous préciser que certains protagonistes tentent d'exploiter l'émotion suscitée pour ternir l'image de la France et inciter au séparatisme. Si un risque de cette nature devait un jour survenir, nul ne doute des réactions en chaîne qui seraient générées dans toute la Polynésie. A défaut de prévenir notre pays d'une catastrophe naturelle, la mise en place, par anticipation, d'un réseau de surveillance et d'alerte performant et, si besoin est, d'un système de protection passif sous la forme d'une digue anti-tsunami par exemple, devraient permettre une sécurisation sans faille des risques humains.

Je m'en remets à vous, Monsieur le Président, pour prendre les mesures adaptées aux enjeux, dans les délais les plus brefs, afin de rassurer nos compatriotes de Polynésie française.

J'en appelle à votre soutien et je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération.

Copie(s) :

PR	1
SGG	1
REG	1
IGA	1
MSE	1
T.Gueguen	1

Gaston TONG SANG

